

SECTEUR DE L'ARTISANAT

Renforcement des capacités humaines et logistiques en vue

Quatre-vingt-dix structures d'accompagnement et de facilitation des métiers de l'artisanat ont été livrées au cours du quinquennat 2005-2009 et 117 autres sont programmées pour le quinquennat suivant. C'est ce que le ministre de la PME et de l'Artisanat, Mustapha Benbada, a indiqué hier lors de l'ouverture d'un atelier de certification de formateurs, à Staouéli (ouest d'Alger).

Dans le cadre de cet atelier, il sera également question de la création de pôles d'excellence pour certains métiers artisanaux (céramique, poterie, bijoux traditionnels et pierres semi-précieuses).

Des structures qui nécessitent d'être renforcées en ressources humaines locales, formées et agréées, pour instruire et demeurer compétentes et fiables. Comme il s'agit aussi d'aider les porteurs de projets et autres agents économiques à concevoir, mûrir, valider et lancer leurs idées.

Et c'est justement la finalité de cet atelier de certification qui est organisée sous l'égide de la Chambre nationale de l'artisanat et des métiers (CNAM), relevant du ministère de tutelle. Apportant l'expertise et la méthodologie du Bureau international du travail (BIT) en matière d'accompagnement, de certification et d'appui à la création et à la gestion d'entreprise, l'expert Dissou Zomaghem dirigera une session de formation et certification d'une vingtaine de formateurs et cadres du secteur.

Une session qui ponctuera un cycle de formation de trois promotions de cadres. Ce qui s'inscrit également dans la mise en œuvre du plan d'action pour le développement durable de l'artisanat.

Un plan lancé depuis 2003 et qui sera évalué lors des assises nationales de l'artisanat prévues vers le mois d'octobre ou de novembre, selon Mustapha Benbada qui a indiqué qu'un second plan d'action à l'horizon 2020 sera lancé.

Au-delà des 10 milliards de dinars dont pourrait bénéficier ce plan d'action, il s'agit davantage, selon le ministre de la PME, de lever la contrainte du financement des besoins d'exploitation des entreprises du secteur, voire, de prôner le développement de la microfinance, qui «n'existe pas en Algérie», au profit des petits entrepreneurs.

C. B.

SKIKDA

Incident au CP1K

Une forte odeur d'origine inconnue a mis à mal, dans la nuit de vendredi, aux environs de 21h, la population de Skikda. Des désagréments suivis de l'apparition d'un léger brouillard. «On aurait dit une odeur de pastilles», témoignait un citoyen. «C'est plutôt du plastique brûlé», renchérisait un autre. Pour un troisième témoin, «ça avait tout l'aspect du smen».

Tous les regards se sont braqués sur la zone pétrochimique de Skikda, principale source, à ce jour, des frayeurs citoyennes. Et cela aura été chose confirmée.

C'est en effet au niveau du complexe des matières plastiques (CP1K) relevant de l'ENIP que l'origine de la panique a été localisée.

Selon des sources concordantes, c'est un produit entrant dans la fabrication du polyéthylène de basse densité, à l'arrêt depuis 2006, dénommé DCP (dicarbonate de Pyroxde), qui s'est décomposé du fait des conditions de stockage dans un conteneur frigorifié. Le produit, un catalyseur qui précipite la réaction chimique, a été purgé à l'air libre.

L'incident a nécessité le déplacement des éléments de la Gendarmerie nationale, des forces d'intervention rapide (FIR) et de ceux du CP1K, qui se sont attelés à rétablir la situation, à travers une opération de refroi-



Photo : DR

Un catalyseur a été décomposé.

dissement. Notre source nous a indiqué également que le catalyseur a été mis en stock. Mission réussie vers 01h.

Heureusement, on ne déplore aucune victime ni dégât matériel. «Il n'y a même pas eu d'incendie, si ce n'est un peu de fumée. Le site touché se trouve hors des unités du complexe», a tenu à préciser source. Il n'en demeure

pas moins que la forte odeur qui a incommodé les Skikdis pourrait avoir des répercussions sur la santé des riverains. Les personnes allergiques, asthmatiques et peut-être même des gens en bonne santé pourraient en pâtir. D'ailleurs, plusieurs habitants ont été sujets à des vertiges et des vomissements.

Zaïd Zoheir

ASSURANCES CONTRE LES RISQUES INDUSTRIELS

Sonatrach engrange un gain

La compagnie pétrolière nationale Sonatrach engrange un gain de 4,8 millions de dollars sur les primes à verser pour la couverture assurantielle de son patrimoine industriel.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Hier, Sonatrach a signé des contrats d'assurance portant sur la couverture de son patrimoine industriel et responsabilité civile du groupe pour l'exercice 2009-2010, avec un consortium assurantiel national.

Il s'agit d'un consortium formé par la Cash (filiale de

Sonatrach), la Caat et la Caar, avec la Cash comme chef de file, ainsi que la Compagnie centrale de réassurance (CCR), et qui présente le risque du groupe Sonatrach au marché international de la réassurance.

Le programme de couverture concerne le risque industriel des complexes industriels, des

installations de production et de transport par canalisation, le contrôle de puits, la responsabilité civile et avitaillement ainsi que les appareils de forage.

Fait inédit, ce consortium national, un «front commun» selon le ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil, qui a parrainé la cérémonie de signature, pourra agir au niveau du marché international de la réassurance, soumis à des incerti-

tudes, des perturbations et forte volatilité des prix. Néanmoins, Sonatrach paiera une prime globale de 32 millions de dollars (2,338 milliards de dinars), en diminution de 10% par rapport à celle versée en 2008, soit un gain de 4,8 millions de dollars.

Et ce pour une valeur assurée de 36,169 milliards de dollars. Une couverture dont 27% seront pris en charge par les

assureurs nationaux (12% auparavant) et les 73% restants seront placés avec l'appui de trois courtiers internationaux (AON, Marsh et UIB).

Ainsi, Sonatrach réduit ses coûts d'assurance et optimise sa couverture assurantielle comme elle engrange un gain, au bénéfice de la balance des paiements nationale, selon les propos de Chakib Khelil.

C. B.

PROJET DE CENTRALE SOLAIRE GÉANTE EN AFRIQUE

Pas de demande faite à l'Etat algérien selon Khelil

Aucune demande n'a été adressée à l'Etat algérien concernant le projet de construction d'une centrale solaire géante en Afrique.

C'est ce que le ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil, a indiqué hier à propos de ce projet pharaonique, impliquant notamment des opérateurs allemands et un algérien (groupe Cevital) et estimé à 400 milliards d'euros.

«Je n'ai aucune idée à ce sujet», a déclaré Chakib Khelil, rappelant les principes de la politique énergétique nationale selon lesquels tout projet de partenariat doit être lié à un transfert de technologie et d'appui au renforcement des capacités d'engineering.

«Si ces conditions ne sont pas remplies, je ne vois pas l'intérêt de ce projet pour l'Algérie», considère-t-il.

C. B.

VENTES PAR DES PARTENAIRES DE LEURS PARTS EN ALGÉRIE

Ils sont «libres», considère Khelil, mais...

Les compagnies pétrolières sont «libres» de céder leurs parts sur des projets de recherche et développement d'hydrocarbures.

C'est ce que le ministre de l'Energie a affirmé hier, notamment pour les opérateurs contraints par des difficultés de financement de leurs investissements et incapables de respecter leurs engagements contractuels. Néanmoins, des «règles» existent selon Chakib Khelil qui a rappelé que Sonatrach a le droit de «préemption» sur ces projets. Mais si la compagnie nationale n'exerce pas ce droit, alors les opérateurs concernés peuvent céder leurs parts à d'autres plus capables, au bénéfice de l'Algérie, selon Chakib Khelil. Tout en

précisant que deux cas de transferts ont été déjà finalisés, le ministre de l'Energie a indiqué qu'aucune (autre) demande n'a été formulée auprès de ses services.

C. B.

PÉTROLE

Les prix continueront à osciller autour de 65 dollars

Les prix du pétrole continueront à osciller vers les 65 dollars, selon Chakib Khelil.

Le ministre de l'Energie se prononçait ainsi au regard des incertitudes sur la reprise économique, le niveau très élevé des stocks pétroliers, la faiblesse de la demande en carburants, le jeu de la spéculation boursière même contenue par les mesures de régulation financière décidées aux Etats-Unis.

C. B.